



Newsletter des socialistes de Nanterre

#Novembre 2020

Cher.e camarade

La rentrée s'est déroulée dans des conditions inédites et exceptionnelles. Notre pays doit faire face à une nouvelle vague de la pandémie qui s'avère plus précoce et plus virulente que cela avait été imaginé.

Cette crise sanitaire se double d'une crise économique qui a et aura des conséquences dramatiques pour nombre de nos concitoyens.

A cette situation, s'ajoute la violence d'actes de terrorisme qui ont frappé la République dans ses symboles les plus forts. C'est avec fermeté et force que nous les condamnons.

Face à cette situation anxiogène, nous serions enclins à nous réunir pour faire front ensemble, mais la distanciation physique est de rigueur et la crise sanitaire que nous vivons nous oblige à faire preuve d'une grande prudence et nous invite à rester chacun chez soi. Pour autant, conserver le lien est indispensable.

Comme, nombre de collectivités territoriales, notre ville est fortement touchée par le virus et a dû faire face à de nombreux malades et plusieurs mises à l'isolement dans les rangs des élus et de l'administration. Malgré ces conditions difficiles la continuité du service public municipal est assurée.

Au travers, de cette newsletter nous vous rendons compte de l'activité des socialistes et des mesures prises au sein de la majorité municipale dans le cadre de la pandémie.

Dans l'attente de nos retrouvailles fraternelles, soyez prudents et prenez soin de vous !

Amitiés socialistes.

Nesrine REZZAG BARA Secrétaire de section

Didier DEBORD Président du groupe des élus progressistes et socialistes

La mobilisation de la municipalité auprès des Nanterriens et des Nanterriennes dans le cadre de la gestion de la pandémie

Depuis le début du mandat les villes sont, fort heureusement, pour nos concitoyens en première ligne notamment pour pallier les manquements de l'Etat et les "balbutiements" du gouvernement en matière de distribution de masques et de campagne de dépistages.

A Nanterre, cette gestion de crise a été facilitée par les politiques publiques volontaristes que nous menons notamment en matière de santé publique, d'action sociale, d'éducation et de développement économique.

Notre ville a pu compter sur son solide tissu associatif pour distiller ces élans de solidarité, mais également sur la mobilisation d'un personnel municipal malgré le fort absentéisme lié à la pandémie.

✓ Mesures prises durant le deuxième confinement :

Santé : les centres de santé sont en première ligne

- En raison de nombreux cas de Covid parmi les personnels, le centre de Santé du Centre-ville et du Parc des anciennes Mairies ont été fermés jusqu'au 12 novembre pour procéder à une désinfection. Durant cette période une permanence médicale a été maintenue autour du Centre médico-sportif du Palais des Sports et par le biais de téléconsultation et les tests PCR ont été réalisés à la Maison des associations, dans le Parc des anciennes.
- Le centre de santé des Pâquerettes (consacré aux soins dentaires), les centres de PMI et l'espace santé jeunes restent ouverts.
- Des campagnes de test sont poursuivies avec l'Agence régionale de santé, avec les professionnels de santé locaux notamment autour des gares de RER.

Éducation Petite enfance les crèches les écoles et le périscolaire sont ouverts

- Mise en place d'un protocole renforcé dans tous les équipements scolaires périscolaires et de la petite enfance (limitation des brassages, désinfection et aération régulières des locaux dans la journée)
- Distribution de 2 masques par enfant de 6 ans et +(au total 13000).
- L'action des associations de soutien scolaire est maintenue.

Sécurité les actions de prévention et de sensibilisation sont renforcées

- Les équipes de la tranquillité publique sont renforcées par les animateurs jeunesse dans le cadre d'actions de prévention et sensibilisation au respect des mesures de confinement
- Les médiateurs de nuit poursuivent leurs missions
- Les Agents de Surveillance de la Voie Publique (ASVP) sensibilisent aux abords des écoles
- Le stationnement payant est suspendu jusqu'au 1er décembre sauf dans les rues Henri Barbusse et Maurice Thorez (pour ne pas pénaliser les commerçants)

Des mesures ont été également prises dans le cadre du plan Vigipirate renforcé afin de mettre en place une surveillance accrue autour des établissements scolaires (présence physique) autour des lieux de culte (présence de caméra).

Action sociale toujours au côté des personnes vulnérables

- Maintien des permanences d'accès aux droits sur RDV dans les centres sociaux
- Mobilisation des personnels du secteur des seniors pour garder le lien avec les personnes âgées.
- Renforcement du portage de repas à domicile

Démarche administratives les missions de service public continuent d'être assurées

- Mise en place de RDV par téléphone (au 3992) pour les démarches qui nécessitent un déplacement
- Les mariages sont célébrés en comités restreints (6 personnes mariés compris)
- Les cérémonies funéraires sont autorisées dans une limite de 30 personnes. Les cimetières sont ouverts

En direct de la section : Points d'actualités

✓ **Report du congrès :**

Comme vous le savez le national a décidé, en raison de la crise sanitaire, de déprogrammer le congrès qui devait se dérouler le 12 et le 13 décembre 2020. Par conséquent, l'ensemble de la procédure de concertation et de vote qui devait animer l'ensemble des sections est interrompu. Il s'agit là d'une décision sage, la situation d'urgence dans laquelle nous évoluons nous prive des conditions requises à un débat apaisé et constructif.

✓ **Statu quo sur les désignations des candidats aux élections départementales et régionales**

Tout dernièrement le Premier ministre a confié à Jean-Louis Debré une mission pour définir dans quelles conditions les élections départementales et régionales prévues le 21 mars pourrait être maintenues dans le cadre de l'épidémie.

Dans l'attente de cette décision qui devrait intervenir prochainement tout le processus de désignation des candidats a été également suspendu. Au regard du taux de participation au premier tour des élections municipales en pleine première vague, le report semblerait être une décision adaptée.

Localement nous avons également interrompu les rencontres que nous avions souhaitées initier auprès de nos partenaires de la majorité municipale dans le cadre des désignations des candidats aux élections départementales.

Expression du groupe des élus

✓ Nos tribunes de septembre, octobre et novembre



Garder espoir : le mot d'ordre de la rentrée Joseph Nonga

Au moment où nous préparons cette tribune, nous ne savons encore comment se déroulera la rentrée compte-tenu des dégâts économiques et sociaux de la crise du Covid-19. Nous espérons que la période estivale vous aura, malgré tout, permis de souffler un peu et de reprendre une vie à peu près normale !

Nous voulons, en cette rentrée, partager avec vous notre satisfaction et notre fierté de l'issue du second tour des élections municipales de juin dernier. Une nouvelle gauche s'est levée dans le pays répondant à l'exigence de profond changement des français.

Nous sommes satisfaits de constater que partout où la gauche était rassemblée, comme à Nanterre, elle a été plus forte et a gagné la confiance des français. Paris, Lille, Montpellier, Nantes, Rennes, ont vu les majorités sortantes reconduites. Marseille, Lyon, Bordeaux, et bien d'autres ont été gagnées ! Y compris dans notre département avec les victoires à Châtillon et à Colombes.

Alors que certains pensaient avoir rayé les socialistes de la carte politique française, nous sommes particulièrement fiers d'avoir contribué à ces basculements spectaculaires.

Fiers également de voir que pendant que notre président promet de se « réinventer », les socialistes sont passés à l'acte. En privilégiant le dialogue avec les autres composantes de la gauche, notre 1er secrétaire a fait le choix du rassemblement et de la renaissance par les territoires. C'est ce chemin qui nous permettra de renouer avec la victoire du camp du progrès.

Si ces résultats encourageants n'augurent en rien de l'avenir, ils redonnent un espoir aux Français qui ont soif de justice, de solidarité et de responsabilité face au défi climatique.

Sans même parler des futures échéances électorales, face à la crise économique, écologique et sociale qui submerge notre pays, c'est uni que nous ferons front contre les inflexions droitières du nouveau gouvernement.

Il faut se rendre à l'évidence, les contours du chemin de la reconstruction économique, sociale et environnementale que le président promet de dessiner en cette fin de mandat restent encore très flous.

Il nous faut espérer qu'il ne reléguera pas les préoccupations écologiques au second plan et que les propositions formulées par les 150 citoyens tirés au sort dans le cadre de la convention citoyenne ne soient abandonnées sur

les bas côtés après les avoir acceptées dans leur quasi-totalité. Agir ainsi, serait une erreur démocratique et écologique.

Démocratique, car ne pas prendre en considération ce travail effectué durant cette convention citoyenne ne ferait qu'empirer la crise de défiance à l'égard du monde politique qui a conduit un électeur sur deux à ne pas se déplacer lors des élections municipales.

Écologique, car ne pas décider dès aujourd'hui de changer en profondeur notre manière de se déplacer, de se nourrir, de consommer, de produire et de travailler serait une attitude totalement irresponsable.

Cette responsabilité incombe à chacun d'entre nous. Nous prendrons la nôtre et agirons afin que Nanterre soit moteur dans la déclinaison concrète de ces conclusions.

Comme nous le faisons depuis plusieurs années, nous continuerons à œuvrer dans notre ville pour concilier la justice sociale avec l'indispensable transition écologique. Mais, aussi mobilisés que nous soyons, nous ne pourrions relever seuls ce défi.

Bonne rentrée à toutes et à tous !



La santé une politique prioritaire de la première heure. Didier Debord

La crise sanitaire que nous traversons ne pouvait pas être le meilleur révélateur de l'état de délabrement de notre politique de santé publique et de notre vulnérabilité face à une pandémie de cette ampleur.

En l'espace de quelques mois notre pays s'est retrouvé, paralysé par ses propres défaillances, démuni face au manque de masque, de médicaments, d'appareils respiratoires.

Longtemps sourds aux inquiétudes du personnel soignants qui durant des mois ont alerté et dénoncé un système à bout de souffle, le gouvernement n'a pas pu devant ce désastre sanitaire rester immobile. C'est ainsi que de nombreuses mesures ont été annoncées dès juillet 2020 à l'issue du Ségur de la santé pour promouvoir selon les dires du ministre de la santé « **une santé publique forte pour mieux se préparer et mieux combattre les nouvelles crises** ».

Au-delà de ces bonnes intentions, il nous semble avant de penser à surmonter de nouvelles crises, nous devons sortir de l'urgence sanitaire qui touche notre pays, et donner aux personnels de santé des gages autres que la reconnaissance de tous.

Aujourd'hui, cette volonté de placer la santé tout en haut des priorités n'est pas réellement affichée et ce ne sont pas les attentes interminables pour procéder à des tests PCR et la non-gratuité des masques obligatoires pour tous et partout qui pourraient nous contredire.

Fort heureusement à Nanterre la prévention et la promotion de la santé pour tous est depuis longtemps au cœur de nos priorités. La mobilisation exceptionnelle face à la pandémie en est une preuve tangible. Depuis le début de cette crise sanitaire nous sommes à vos côtés : Création d'un centre COVID, 110 000 masques distribués, multiplication des actions de dépistage et de prévention.

Cette force de frappe est le résultat d'une politique municipale de santé publique ancrée dans notre ville depuis des années portée par une véritable volonté politique qui s'est nourri d'un travail partenarial avec l'Agence Régionale de Santé (ARS), l'hôpital de Nanterre, la médecine de ville et le tissu associatif.

Notre politique de santé publique repose sur des centres de santé municipaux, un centre médico sportif des espaces, des dispositifs de préventions et des équipes de professionnels compétents impliqués dans tous les quartiers et accessibles à tous.

La pugnacité dont ils font preuve et l'énergie qu'ils déploient depuis le début de la pandémie est exemplaire, nous tenons à les en remercier chaleureusement.

Forts de ces moyens et animés par cette volonté politique nous resterons à vos côtés jusqu'au bout de cette pandémie.

Mais au-delà de cette crise sanitaire nous poursuivrons, durant de ce mandat, une politique de santé pour tous **en mettant en place une mutuelle communale accessible à tous et en accompagnant les projets d'installation de médecins généralistes et spécialistes dans tous les quartiers.**



Ne jamais rien lâcher. Nesrine Rezzag Bara

Au mois de juillet, le ministère de l'intérieur indiquait que depuis janvier 2020, dans plus de 300 communes, on avait constaté des agressions physiques ou verbales des élus, ou encore des dégradations des biens communaux mais aussi appartenant à ces élus.

Lors du dernier conseil municipal de Saint-Denis, plusieurs dizaines d'individus ont fait irruption dans la salle et blessé des élus. Quelques jours avant, une adjointe de la même commune avait été menacée physiquement lors de la visite d'un espace jeunesse. Enfin, les Maires de Stains, de Saint-Denis tout comme celui de Colombes ont reçu tout dernièrement des menaces de mort. Ces actes déléteres et répréhensibles qui sont en hausse de 14 % par rapport à 2019 ne sont que la partie visible de l'iceberg des invectives et des injures qui fleurissent sur les pages Facebook et twitter des élus de tout bord.

Ce phénomène n'épargne aucun territoire et contribue largement à la grande lassitude des élus que nous avons pu observer lors des dernières élections, en poussant de très nombreux élus à ne pas se représenter après un seul et unique mandat.

Quand on s'attaque aux élus, à nos maisons communes et à notre bien commun, ce sont les fondements de notre république que l'on bafoue, c'est notre vivre-ensemble que l'on abîme, ce sont nos institutions que l'on fragilise.

Notre démocratie ne va pas bien et ce n'est pas l'abstention record enregistrée lors des dernières municipales qui peut nous contredire.

En tant qu'élus locaux, nous sommes souvent les réceptacles des inquiétudes et du désarroi de nos concitoyens, nous faisons régulièrement face en proie à leur méfiance.

Condamner fermement ces débordements violents et refuser de devenir des « punching ball » est nécessaire, mais ce n'est cependant pas suffisant. Il faut à tout prix recoudre le lien qui se délite entre les citoyens et les élus.

A Nanterre, c'est quotidiennement que nous agissons pour conserver la confiance de nos concitoyens et pour atténuer le mieux possible leurs difficultés. Pour ce faire nous mettons par exemple en place une politique municipale ambitieuse depuis plusieurs années pour renforcer la tranquillité publique. Ces efforts d'ailleurs ont été reconnus et soulignés dans le rapport concernant la gestion de la ville de 2012 à 2018 rendus par la chambre Régionales des comptes (CRC).

Nous sommes fiers que la CRC souligne notre haut niveau d'engagement, bien supérieur à la moyenne des villes de notre strate, en faveur de nos politiques éducatives, de notre jeunesse et de nos concitoyens les plus fragiles.

C'est également avec satisfaction que nous constatons que notre politique d'aménagement visant à développer la mixité sociale est encouragée. Ces encouragements que nous partageons avec les femmes et les hommes qui nous ont précédés, donnent un sens à notre engagement d'élus et la force de poursuivre notre mandat à vos côtés.

Au moment où nous achevons cette tribune nous apprenons avec sidération et tristesse l'infâme barbarie à l'encontre d'un professeur d'histoire.

Il est mort décapité pour avoir enseigné la liberté d'expression à ses élèves. Nous voulons lui rendre hommage et réaffirmer que nous serons toujours aux côtés de celles et ceux qui défendent la liberté et luttent contre toute forme d'obscurantisme.

Au moment où nous achevons cette tribune nous apprenons avec sidération et tristesse l'infâme barbarie à l'encontre d'un professeur d'histoire. Il est mort décapité pour avoir enseigné la liberté d'expression à ses élèves. Nous voulons lui rendre hommage et réaffirmer que nous serons toujours aux côtés de celles et ceux qui défendent la liberté et luttent contre toute forme d'obscurantisme.